

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Petite enfance et Place de l'enfant dans la Ville

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Jacques DOMERGUE, Serge GUISEPPIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Appel à projets à l'attention des gestionnaires à but non lucratif d'établissements d'accueil du jeune enfant pour la mise à disposition des futurs locaux d'une crèche dans le quartier de la Pompignane - Lancement - Approbation

Madame Taslime AKBARALY, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier a souhaité faire de la Petite Enfance une politique publique prioritaire afin de réaliser le projet de ville à hauteur d'enfants et de développer et soutenir une offre d'accueil diversifiée pour les jeunes enfants montpelliérains. Cette ambition passe par la mise en œuvre d'une politique d'accueil du jeune enfant qui doit pouvoir répondre aux impératifs de conciliation entre vie familiale et vie professionnelle et tendre vers le principe d'universalité en assurant à chaque famille l'opportunité de pouvoir trouver une offre d'accueil adaptée pour leur(s) enfant(s) et à lutter contre les inégalités sociales et la pauvreté des enfants.

Aujourd'hui, le territoire communal propose une offre d'accueil qui repose avant tout sur un réseau municipal, fort de 30 établissements, représentant à elle seule 50% de l'offre totale d'accueil collectif du territoire. Cependant, celle-ci restant insuffisante au regard des besoins croissants de la population du territoire, le développement de nouvelles places de crèches constitue donc un enjeu primordial pour la Ville. C'est pourquoi, elle a d'ores et déjà programmé la construction de nouvelles crèches, avec l'objectif de créer 300 nouvelles places d'ici 2026. Parmi ces nouvelles structures, une crèche sera livrée en juin 2026 dans le quartier de la Pompignane.

Afin de compléter et diversifier l'offre d'accueil proposée aux familles Montpelliéraines, la Ville a posé, dans la délibération cadre du 11 décembre 2023 portant création du Service Montpelliérain de la Petite Enfance, le principe d'un soutien renforcé au service public municipal et aux acteurs associatifs

gestionnaires de Services Sociaux d'Intérêt Général afin garantir une offre de qualité. La collectivité souhaite ainsi proposer les futurs locaux de la crèche située dans le secteur de la Pompignane à un gestionnaire associatif dans le cadre d'une procédure d'appel à projets. Le lancement de cet appel à projets permettra d'identifier, sur la base de différents critères, un acteur à but non lucratif (association, organisme mutualiste...) engagé et en capacité de gérer un établissement dans ces locaux.

Plus précisément, la Ville de Montpellier soutiendra, dans le strict respect de ses compétences, un acteur souhaitant développer un projet d'accueil du jeune enfant s'apparentant à un Service Social d'Intérêt Général dans le quartier de la Pompignane, par la mise à disposition des locaux de cette future crèche, d'une capacité d'accueil de 48 berceaux avec une surface de plancher de 794 m².

Pour cela, les projets proposés devront, en conformité avec les textes relatifs à la petite enfance en vigueur, prendre en considération les enjeux suivants :

1. La prise en compte des enjeux spécifiques du territoire en cohérence avec les objectifs généraux de la Convention Territoriale Globale (CTG) signée par la Ville de Montpellier et la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de l'Hérault, en s'adaptant aux attentes particulières des familles et aux besoins des enfants accueillis notamment en ce qui concerne les horaires d'ouverture et de prise en charge des enfants ;
2. L'accueil et l'accompagnement épanouissant des jeunes enfants à partir de 10 semaines et possiblement jusqu'à 6 ans pour les enfants à besoins spécifiques ;
3. La participation active des familles à la vie de l'établissement ;
4. La participation de l'établissement à l'animation de la vie sociale et culturelle locale ;
5. La mise en place d'une politique d'attribution des places prenant en compte la capacité contributive et la situation des familles, notamment les enjeux d'inclusion et de mixité définis dans la CTG ;
6. La sensibilisation des enfants et de leurs familles aux enjeux de la transition écologique.

Au regard de la pertinence du projet retenu, la Ville se réserve le droit de formaliser ses relations avec le candidat retenu à travers une convention de mise à disposition des locaux ainsi qu'une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens pour soutenir le fonctionnement de son activité. A ce titre, le candidat retenu pourra solliciter, pour chaque année, l'attribution d'une aide au fonctionnement tant pour l'accueil des petits montpelliérains que pour la mise en œuvre de son projet éducatif, sous réserve du vote du budget municipal et de l'évaluation annuelle du projet déposé.

Les principales caractéristiques de l'appel à projets sont les suivantes :

1. Critères d'éligibilité pour candidater :

- Être une personne morale (association loi 1901, fondations, groupement d'intérêt public, mutuelle privée non lucrative ...) ;
- Adhérer au principe de la Prestation de Service Unique dont les nouvelles dispositions figurent dans les circulaires n°2014-009 du 26 mars 2014 et n°2019-005 du 5 juin 2019 ;
- Présenter un dossier complet dans le respect du calendrier prévu dans le présent appel à projets.

2. Critères de sélection des projets :

- La prise en compte du cadre réglementaire et des valeurs définies dans les documents de référence au niveau national et local, en matière de politiques familiales. La conformité et la cohérence du projet avec les objectifs et orientations du Projet Educatif Petite Enfance de la Ville seront notamment appréciées ;
- La présentation d'un projet de qualité, garant d'un accueil inclusif, y compris celui des enfants à besoins spécifiques, pouvant être évalué au moyen d'outils de pilotage d'activité ;
- La cohérence et la qualité de l'encadrement et de la composition d'équipe ;
- La transparence des modalités d'attribution des places, au regard de la capacité contributive et de la situation des familles, ainsi que la volonté d'intégrer le guichet unique proposé par la Ville ;
- La présentation d'un modèle de gouvernance démocratique, participative et ouverte, respectant les valeurs de la laïcité et favorisant l'égalité femme-homme ;
- La pérennité du modèle économique du projet d'occupation.

3. Calendrier prévisionnel :

- Lancement de l'avis d'appel à projets : été 2024 ;
- Date limite de transmission des candidatures : 30 octobre 2024 ;
- Choix du candidat retenu (après audition et classement par un jury) : 1^{er} trimestre 2025 ;
- Ouverture prévisionnelle de la crèche du secteur Pompignane : juin 2026.

La publicité de cet appel à projets sera diffusée sur le site internet de la Ville et les dossiers seront étudiés par un jury d'examen des candidatures.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le lancement de l'appel à projets à l'attention des gestionnaires à but non lucratif d'Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant pour la mise à disposition des futurs locaux de la crèche située dans le secteur de la Pompignane ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 43 voix

Contre : 2 voix

Abstentions : 4 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Julie FRÊCHE, M. Philippe SAUREL, Mme Radia TIKOUK.

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avis d'appel à projet crèche Pompignane

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-270871-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.



Avis d'appel à projets
à l'attention des gestionnaires à but non lucratif
d'établissements d'accueil du jeune enfant pour la mise à
disposition des futurs locaux d'une crèche de 48 berceaux
(quartier Pompignane)

1. Contexte

La Ville de Montpellier a souhaité faire de la Petite Enfance une politique publique prioritaire afin de réaliser le projet de Ville à hauteur d'enfant et de développer et soutenir une offre d'accueil diversifiée pour les jeunes enfants montpelliérains.

Cette ambition passe par la mise en œuvre d'une politique d'accueil du jeune enfant qui doit pouvoir répondre aux impératifs de conciliation entre vie familiale et vie professionnelle et tendre vers le principe d'universalité en assurant à chaque famille l'opportunité de pouvoir trouver une offre d'accueil adaptée pour leur(s) enfant(s) et à lutter contre les inégalités sociales et la pauvreté des enfants.

Aujourd'hui, le territoire communal propose une offre d'accueil qui repose avant tout sur un réseau municipal fort de 30 établissements représentant à elle seule 50% de l'offre totale d'accueil collectif du territoire. Cependant, celle-ci restant insuffisante au regard des besoins croissants de la population du territoire, le développement de nouvelles places de crèches constitue donc un enjeu primordial pour la Ville.

C'est pourquoi, elle a d'ores et déjà programmé la construction de nouvelles crèches avec l'objectif de créer 300 nouvelles places d'ici 2026. Parmi ces nouvelles structures, la crèche « Pompignane » sera livrée en juin 2026 dans le quartier de la Pompignane.

Afin de compléter et diversifier l'offre d'accueil proposée aux familles Montpelliéraines, la Ville a posé, dans la délibération cadre du 11 décembre 2023 portant création du Service Montpelliérain de la Petite Enfance, le principe d'un soutien renforcé au service public municipal et aux acteurs associatifs gestionnaires de Services Sociaux d'Intérêt Général afin garantir une offre de qualité.

La collectivité souhaite ainsi proposer les futurs locaux de la crèche « Pompignane » à un gestionnaire associatif dans le cadre d'une procédure d'appel à projets. Le lancement de cet appel à projets permettra d'identifier, sur la base de différents critères, un acteur à but non lucratif (association, organisme mutualiste ...) engagé et en capacité de gérer un Eaje dans ces locaux.

Plus précisément, la Ville de Montpellier soutiendra, dans le strict respect de ses compétences, un acteur souhaitant développer un projet d'accueil du jeune enfant s'apparentant à un Service Social d'Intérêt Général (SSIG) dans le quartier de la Pompignane, par la mise à disposition des locaux de cette future crèche, d'une capacité d'accueil de 48 berceaux avec une surface de plancher de 794 m².

Pour cela, les projets proposés devront, en conformité avec les textes relatifs à la petite enfance en vigueur, prendre en considération les enjeux suivants :

1. La prise en compte des enjeux spécifiques du territoire en cohérence avec les objectifs généraux de la Convention Territoriale Globale signée par la Ville de Montpellier et la CAF de l'Hérault, en s'adaptant aux attentes particulières des familles et aux besoins des enfants accueillis notamment en ce qui concerne les horaires d'ouverture et de prise en charge des enfants ;
2. L'accueil et l'accompagnement épanouissant des jeunes enfants à partir de 10 semaines et possiblement jusqu'à 6 ans pour les enfants à besoins spécifiques ;
3. La participation active des familles à la vie de l'établissement ;
4. La participation de l'établissement à l'animation de la vie sociale et culturelle locale ;
5. La mise en place d'une politique d'attribution des places prenant en compte la capacité contributive et la situation des familles et notamment les enjeux d'inclusion et de mixité définis dans la CTG
6. La sensibilisation des enfants et de leurs familles aux enjeux de la transition écologique.

Au regard de la pertinence du projet retenu, la Ville se réserve le droit de formaliser ses relations avec le candidat retenu à travers une convention de mise à disposition des locaux ainsi qu'une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens (CPOM) pour soutenir le fonctionnement de son activité. A ce titre, le candidat retenu pourra solliciter, pour chaque année, l'attribution d'une aide au fonctionnement tant pour l'accueil des petits montpelliérains que pour la mise en œuvre de son projet éducatif, sous réserve du vote du budget municipal et de l'évaluation annuelle du projet déposé.

Pour mettre en œuvre son projet, le candidat pourra bénéficier de la mise à disposition de locaux d'une surface totale de 794 m² répartie sur un seul niveau, complétés d'un espace extérieur d'une surface totale de 169 m², situé dans un bâtiment rue Louise Michel, quartier de la Pompignane. Ces locaux présentent les caractéristiques permettant l'installation de 48 berceaux, sous réserve de l'attribution d'un agrément par le Président du Conseil départemental. En déclinaison de son projet éducatif, il appartiendra au candidat retenu d'équiper la crèche avec son propre mobilier (sauf pour les éléments ancrés tels que les plans de change et les équipements de cuisine). Pour ce faire, il est à noter que le porteur de projet ne pourra prétendre au PIAJE de la Caf.

Plans de situation des futurs locaux de la crèche « Pompignane »



Un descriptif des locaux plus détaillé est présenté en Annexe 1.

Les plans des futurs locaux de la crèche sont présentés en Annexe 2.

Les modalités de mise à disposition de ce local devront répondre aux conditions fixées à l'article L.2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

Plus précisément, une autorisation d'occuper le domaine public pourra être délivrée gratuitement aux associations à but non lucratif concourant à la satisfaction d'un intérêt général. L'occupation domaniale fera néanmoins l'objet d'une valorisation dans le cadre de la CPOM passée entre la Ville et l'association.

Une convention d'occupation temporaire (COT) d'une durée de 5 ans sera conclue, le cas échéant, avec le candidat retenu s'il souhaite bénéficier de la mise à disposition du local. Le porteur de projet fera son affaire de la relation avec le service de Protection Maternelle et Infantile du Département de l'Hérault pour l'attribution de l'agrément et avec la CAF pour bénéficier de la Prestation de service unique et autres soutiens financiers délivrés au titre de la branche famille de la sécurité sociale.

2. Critères d'éligibilité pour candidater

- Être une personne morale (association loi 1901, fondations, GIP, mutuelle privée non lucrative ...);
- Adhérer au principe de la Prestation de Service Unique dont les nouvelles dispositions figurent dans les circulaires n°2014-009 du 26 mars 2014 et n°2019-005 du 5 juin 2019 ;
- Présenter un dossier complet dans le respect du calendrier prévu dans le présent appel à projet.

3. Critères de sélection des projets

Seront appréciés pour la sélection du projet retenu les éléments suivants :

- La prise en compte du cadre réglementaire et des valeurs définies dans les documents de référence au niveau national et local, en matière de politiques familiales. La conformité du projet avec les objectifs et orientations du Projet Educatif Petite Enfance sera notamment appréciée.
- La présentation d'un projet de qualité, garant d'un accueil inclusif, y compris celui des enfants à besoins spécifiques, pouvant être évalué au moyen d'outils de pilotage d'activité
- La cohérence et la qualité de l'encadrement et de la composition d'équipe proposés pour un établissement pouvant compter jusqu'à ... berceaux
- La transparence des modalités d'attribution des places, au regard de la capacité contributive et de la situation des familles ainsi que la volonté d'intégrer le guichet unique proposé par la Ville :
- La présentation d'un modèle de gouvernance démocratique, participative et ouverte, respectant les valeurs de la laïcité et favorisant l'égalité femme-homme
- La pérennité du modèle économique du projet d'occupation

4. Instruction des candidatures et des projets, calendrier prévisionnel

Les porteurs de projet sont invités à formaliser leur proposition à l'aide du dossier de candidature en pièce jointe, accompagné en annexes des documents qu'ils jugent utiles.

Les dossiers de candidature ainsi que les documents complémentaires sont à adresser jusqu'au 30 octobre 2024 à 17h par voie dématérialisée à la Ville de Montpellier à l'adresse suivante :

Ville de Montpellier

Pôle Petite Enfance – Service Stratégie et Développement

1 place Georges Frêche

34267 Montpellier Cedex 2

courriel : caroline.hernandez@montpellier.fr

Tout dossier arrivé hors délai ou non conforme sera considéré comme non recevable.

Les dossiers seront étudiés par un jury d'examen des candidatures.

La Ville se réserve la possibilité, sur tous les aspects du projet, de négocier avec les candidats dont les dossiers seront recevables.

Le choix de l'attributaire sera effectué au plus tard à la fin du 1er trimestre 2025.

La Ville de Montpellier se réserve le droit d'abandonner à tout moment la présente procédure, notamment en raison de l'insuffisance des projets proposés. Aucune indemnisation ne sera allouée aux candidats.



Avis d'appel à projets

**À l'attention des gestionnaires à but non lucratif
d'établissements d'accueil du jeune enfant pour la mise à
disposition des futurs locaux d'une crèche de 48 berceaux
(quartier Pompignane)
Dossier de candidature**

Association candidate

Date de réception du
dossier

(cadre réservé à l'administration)

Protection des données

Les informations recueillies sur ce formulaire sont enregistrées dans un fichier informatisé par le Pôle Petite Enfance pour l'instruction de la demande de financement. La base légale du traitement est une procédure de demande pour tout porteur de projet qui souhaite bénéficier d'un financement.

Les données collectées seront utilisées pour usage interne uniquement.

Les données sont conservées pendant 5 ans.

Vous pouvez accéder aux données vous concernant, les rectifier, demander leur effacement ou exercer votre droit à la limitation du traitement de vos données : en fonction de la base légale du traitement, mentionner également : vous pouvez retirer à tout moment votre consentement au traitement de vos données ; vous pouvez également vous opposer au traitement de vos données ; vous pouvez également exercer votre droit à la portabilité de vos données.

Consultez le site cnil.fr pour plus d'informations sur vos droits.

Pour exercer ces droits ou pour toute question sur le traitement de vos données dans ce dispositif, vous pouvez contacter le service chargé de la protection des données :

Si vous estimez, après nous avoir contactés, que vos droits « Informatique et Libertés » ne sont pas respectés, vous pouvez adresser une réclamation à la CNIL.

1. Fiche identité du porteur de projet

Association gestionnaire porteuse de la demande	
Identification	
Nom officiel	
Adresse du siège social	
Date de création	Entrez une date (JJ/MM/AAAA)
N° Siret	
Coordonnées	
Téléphone	
Courriel	
Représentant légal / Président.e	
Nom	
Fonction	
Responsable du projet / Directeur.trice	
Nom	
Fonction	
Courriel	
Téléphone	
Activités	
Effectifs	Adhérents ou habitants
	Salarié(s)
Présentation de l'activité principale.	
Affiliations	Ex : union, fédération, réseau régional, national ou international ; EPCI
Agrément(s) / Label (s)	Ex : ISO 9001 Management de la qualité

2. Description du cadre réglementaire et des valeurs dans lesquels s'inscrit votre projet

Il s'agit de présenter la démarche permettant d'apprécier la prise en compte, dans le cadre de votre projet d'occupation des locaux, du cadre réglementaire et des valeurs définies dans les documents de référence au niveau national et local, en matière de politiques familiales.

3. Description précise du projet

Eléments de présentation du projet : Il s'agit des éléments permettant d'apprécier la qualité du projet, s'il est garant d'un accueil inclusif, y compris celui des enfants à besoins spécifiques et pouvant être évalué au moyen d'outils de pilotage d'activité.

Encadrement et composition de l'équipe : Il s'agit des éléments permettant d'apprécier la cohérence et la qualité de l'encadrement et de la composition d'équipe proposés pour un établissement pouvant compter jusqu'à 48 berceaux.

Modalité d'attribution des places : Il s'agit d'apprécier les éléments de transparence dans les modalités d'attribution des places, au regard de la capacité contributive et de la situation des familles.

Modalité de gouvernance : Il s'agit d'apprécier les éléments relatifs à une gouvernance démocratique, participative et ouverte, respectant les valeurs de laïcité et favorisant l'égalité femme-homme.

4. Situation financière de votre organisme et du projet

Il s'agit d'apprécier les éléments relatifs à la présentation de votre modèle économique et des éléments qui concourent à la pérennisation du projet d'occupation. Vous préciserez également le coût de fonctionnement par place et la participation financière demandée à la collectivité

Documents à joindre

Seuls les dossiers correctement remplis, auxquels seront jointes toutes les pièces demandées seront instruits

- ☐ Le présent dossier de candidature
- ☐ Statuts à jour.
- ☐ Copie du récépissé de déclaration en préfecture.
- ☐ Composition de l'organe dirigeant de la structure (CA, bureau, etc.).
- ☐ Rapport d'activité de l'exercice précédent certifié et approuvé par l'assemblée générale.
- ☐ Rapport financier de l'exercice précédent certifié et approuvé par l'assemblée générale ou le commissaire aux comptes (le cas échéant, tout justificatif de dépenses).
- ☐ Budget primitif de l'exercice en cours.
- ☐ Copie du PV de la dernière assemblée générale.
- ☐ Projet associatif

Je, soussigné(e) NOM Prénom du représentant légal, Fonction de Organisme :

- certifie sur l'honneur l'exactitude des informations communiquées (1).
- déclare que la structure est à jour de ses obligations légales, administratives, comptables, sociales et fiscales (déclarations et paiements correspondants),
- déclare exactes et sincères les informations du présent formulaire, notamment relatives aux demandes de subventions déposées auprès d'autres financeurs publics ainsi que l'approbation du budget par les instances statutaires,
- déclare que la structure a perçu un montant total et cumulé d'aides publiques (subventions financières et en nature) sur les 3 derniers exercices (2) pour l'ensemble de ses activités : €

Je m'engage, en cas d'attribution d'un financement de la ville de Montpellier, à réaliser ce projet conformément aux modalités (objet, échéance, budget, etc.) présentées dans ce dossier.

Date et signature :

1. Toute fausse déclaration est passible de peines d'emprisonnement et d'amendes prévues par les articles 441-6 et 441-7 du code pénal.

2. Conformément à la Décision 2012/21/UE de la Commission Européenne du 20 décembre 2011 et au Règlement n°1407/2013 (UE) de la Commission du 18 décembre relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis. Le montant total et cumulé d'aides publiques sur 3 ans ne conditionne pas l'attribution ou non d'une subvention. Cette attestation n'a pas d'autre objet que de permettre aux pouvoirs publics d'adapter le formalisme de leur éventuelle décision d'attribution.

Contrôle

Un contrôle sur place et sur pièces pourra être effectué par des agents dûment habilités et désignés par la ville, en application de l'article L 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales



Cette crèche accueillera 48 berceaux sur une surface de plancher de 794 m² sur deux niveaux.

Il est à noter que cet équipement petit enfance s'insérera dans un programme mixte destiné à accueillir, au rez-de chaussée la crèche et, à l'étage, une résidence seniors pour le compte d'ACM Habitat.

La crèche se décompose en deux ensembles distincts : les locaux dédiés aux enfants et les locaux du personnel.

La crèche s'organisera autour de 2 unités de 2 sections réparties par âge :

- Unité d'enfants de moins de 20 mois :
 - 1 section de bébés de 5 enfants ;
 - 1 section de grands bébés – petits moyens de 7 enfants ;
- Unité d'enfants de plus de 20 mois :
 - 1 section de moyens-grands de 18 enfants ;
 - 1 section de moyens-grands de 18 enfants.

Accueil motricité

L'espace des enfants possèdent une organisation en étoile autour de l'espace d'accueil/motricité. Les 4 unités de vie et les salles d'activités communes sont accessibles depuis cet espace central. Malgré la largeur du bâtiment, cet espace sera éclairé naturellement par les seconds jours des unités de vie qui seront largement vitrés. Un apport de lumière naturelle sera assurée grâce à une large parois vitrée translucide sur la terrasse du personnel. La forme en longueur de ce local permettra de créer facilement des sous espaces (mobilier, claustras, ...) et offrira ainsi une grande modularité de ce volume.

Unités de vie bébés

Les 2 sections composent l'unité de vies des moins de 20 mois. Les 2 sections possèdent une organisation parfaitement symétrique.

L'espace de transition, l'ultime filtre vers l'unité de vie est accessible depuis l'accueil. Conformément au programme une seule zone de change est prévue. Elle est implantée entre les 2 unités de vie afin d'assurer un contrôle visuel permettant sur les enfants. Le change aura un accès direct depuis la cour des bébés. La biberonnerie parfaitement distincte de la zone change sera également en articulation entre les 2 unités de vie et largement vitré y compris sur l'espace accueil.

Chaque unité de vie sera équipée d'un dortoir possédant une ouverture sur l'extérieur pour la ventilation.

Unités de vie des grands

Les 2 sections composant l'unités de vie des plus de 20 mois sont implantés sur le cœur d'îlot, espace présentant le plus de surface pour accueillir les deux cours de 60 m². Les 2 sections possèdent une organisation similaire. L'espace de transition, est accessible depuis l'accueil. Le change aura un large contrôle visuel vers l'unités de vie et un accès direct vers la cour.

Chaque cour possède un local rangement de 8m². Les 2 cours des grands sont séparées par le cheminement d'accès à la crèche. La présence de portillons dans la clôture permet de créer une liaison simple et une communication entre les 2 cours.

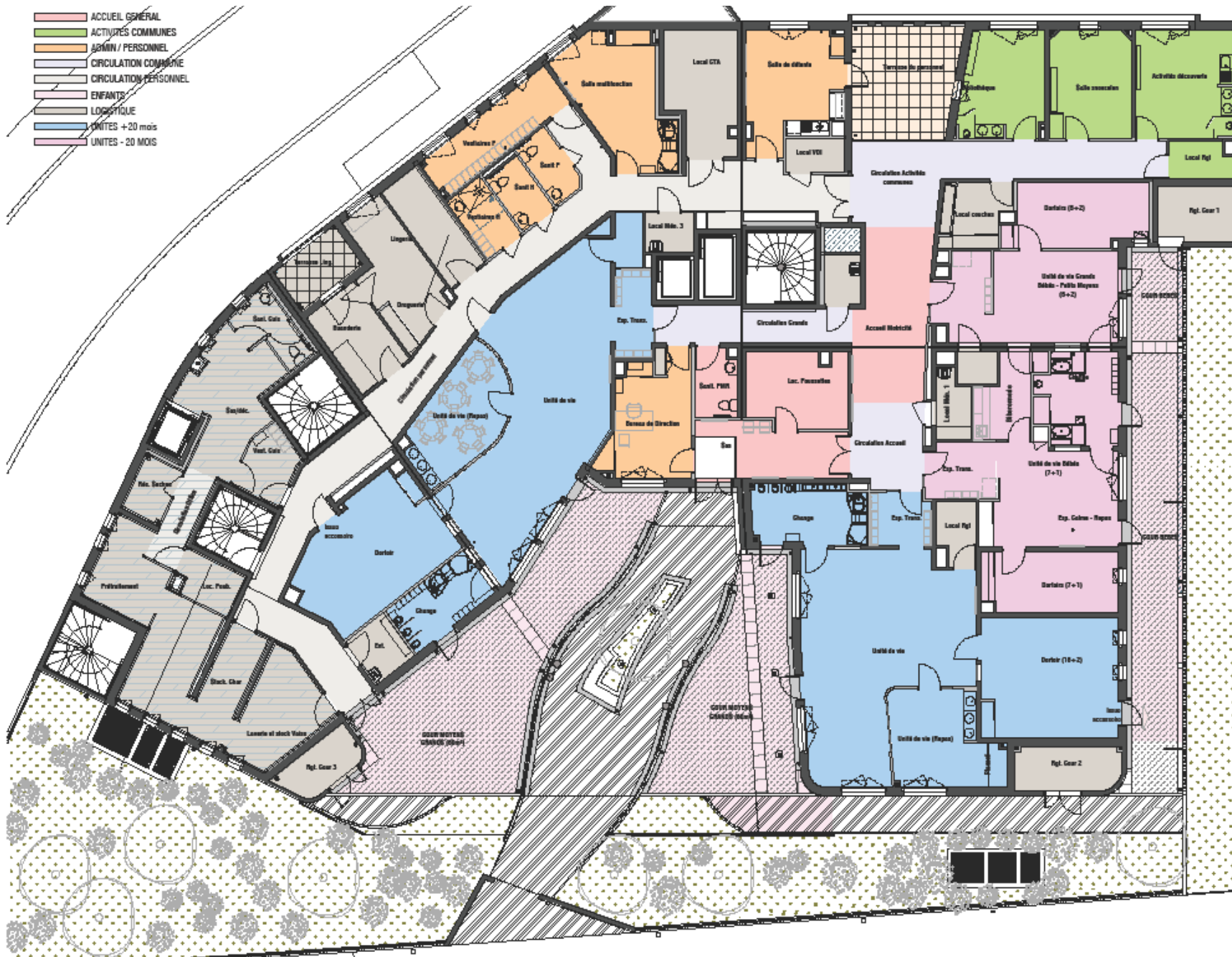
Salles d'activités communes

Ces locaux sont accessibles depuis l'espace central d'accueil.

Les 3 salles d'activités (+ local rangement) sont implantées sur la façade nord du projet, orientation favorable aux activités de lecture et de peinture. Ces locaux seront largement vitrés et ouvert sur l'aménagement paysager le long de la rue Louise Michel.

Espace personnel

La totalité des locaux du personnel est desservie par une seule circulation. La circulation et les locaux du personnel sont clairement dissociés des espaces enfants. Ces lieux doivent permettre de réaliser une réelle « coupure » mais leur localisation doit rester à proximité immédiate de l'espace d'accueil et des unités de vie. Attenants aux vestiaires sont implantés les locaux de logistique liés au lavage du linge. Une terrasse est accessible depuis la lingerie pour l'étendage du linge.



ACM HABITAT

RESIDENCE SENIORS ET
CRECHE DE 48 BERCEAUX

MONTPELLIER

SYNOPTIQUE
FONCTIONNEL - RDC
CRECHE

Numero de plan : A.404

Echelle : 1 : 150

Phase : PRO

Date : 15/12/2025

**CARDIN
& GABRIEL**
ARCHITECTES URBANISTES

- CIRCULATION LOGEMENTS
- LOCAL 2 ROUES
- LOGISTIQUE

ACCES RESIDENCE
SENIORS

TRANSPARENCE
HYDRAULIQUE

ACCES
PARKING

20.10
RDC

SORTIE

PARKING 81 PLACES
PARKING RDC : 11 PLACES dont 1 PMR (>5%)
PARKING R-1 : 33 PLACES dont 2 PMR (>5%)
PARKING R-2 : 37 PLACES dont 2 PMR (>5%)
soit 5 places PMR (>5%)

VIDE SUR RAMPE

vers escalier



ACM HABITAT

RESIDENCE SENIORS ET
CRECHE DE 48 BERCEAUX

MONTPELLIER

SYNOPTIQUE
FONCTIONNEL - RDC

Numero de plan : A.403

Echelle : 1 : 150
Phase : PRO
Date : 13/12/2023

**CARDIN
& GABRIEL**
ARCHITECTES URBANISTES

